ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 27 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1973 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 242

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 151

Περὶ κυρώσεως τῆς Διεθνοῦς Τελωνειακῆς Συμβάσεως περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας καταρτισθεῖσα ἐν Βρυξέλλαις τὴν 8ην Ἰουνίου 1970 διεθνὴς Τελωνειακὴ Σύμβασις, ἀφορῶσα εἰς τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγὴν παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ, μετὰ τοῦ προσηρτημένου αὐτῇ ἐνδεικτικοῦ πίνακος τοιούτου ὑλικοῦ, τὸ κείμενον τῆς ὁποίας ἔπεται τῷ παρόντι ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον δεύτερον.

1. Ἐπιτρέπεται, διὰ Πρ. Διαταγμάτων ἐκδιδομένων προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Οἰκονομικῶν, ὡς καὶ τῶν, κατὰ περίπτωσιν, ἁρμοδίων Ὑπουργῶν, ὅπως :

α) γίνωνται ἀποδεκταὶ τροποποιήσεις τῆς Συμβάσεως, ὡς καὶ τοῦ Παραρτήματος ταύτης, υἱοθετούμεναι κατὰ τὴν διαδικασίαν τοῦ ἄρθρου 24 αὐτῆς·

β) ἀναστέλλωνται, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, αἱ ἀναληφθεῖσαι δυνάμει τῆς Συμβάσεως ὑποχρεώσεις, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 4 ταύτης.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν, ὡς καὶ τοῦ κατὰ περίπτωσιν ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ, δημοσιευομένων διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, καθορίζονται :

α) τὰ κατὰ τὸ ἄρθρον 1 (δ) τῆς Συμβάσεως ἀνεγνωρισμένα ἱδρύματα διὰ τὴν παραχώρησιν τοῦ δικαιώματος παραλαβῆς παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ ἐπὶ προσωρινῇ εἰσοχῇ·

β) αἱ κατὰ τὸ ἄρθρον 5 τῆς Συμβάσεως περιπτώσεις καὶ ἡ ἔκτασις ἀποδοχῆς ὑπευθύνου δηλώσεως ἀντὶ ἐγγυήσεως, διὰ τὴν ἐπὶ προσωρινῇ εἰσοχῇ παραλαβὴν παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ·

γ) αἱ κατὰ τὸ ἄρθρον 12 τῆς Συμβάσεως περιωρισμέναι διατυπώσεις, ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ὑπ' αὐτῆς προβλεπομένων διευκολύνσεων·

δ) πᾶσα ἑτέρα ἀναγκαία λεπτομέρεια διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Συμβάσεως ταύτης.

3. Δι' ὁμοίων ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν ἐπιτρέπεται, ὅπως διορθοῦνται μεταφραστικὰ σφάλματα τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, τῆς δὲ Συμβάσεως κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 18 παράγρ. 2 αὐτῆς ὁριζόμενα.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15ῃ Σεπτεμβρίου 1973

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Χ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ
ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΦΑΙΔΩΝ ΑΝΝΙΝΟΣ - ΚΑΒΑΛΙΕΡΑΤΟΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΤΑΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΤΑΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ, ΝΙΚ. ΓΚΑΝΤΩΝΑΣ, ΙΩΑΝ. ΛΑΔΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΟΡΕΣΤΗΣ ΓΙΑΚΑΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Σεπτεμβρίου 1973

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ

CONVENTION DOUANIERE

relative à l'importation temporaire de matériel pédagogique

PREAMBULE

Les PARTIES CONTRACTANTES à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

Considérant l'importance que présente la circulation internationale du matériel pédagogique pour le développement de l'enseignement et de la formation professionnelle qui constituent des bases essentielles du progrès économique et social,

Convaincues que l'adoption de facilités générales relatives à l'importation temporaire en franchise des droits et

taxes du matériel pédagogique peut y contribuer efficacement.

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

Définitions

Article premier

Aux fins de la présente Convention, on entend :

(a) par «matériel pédagogique» : tout matériel utilisé aux fins de l'enseignement ou de la formation professionnelle, et notamment les modèles, instruments, appareils, machines et leurs accessoires dont la liste non limitative est annexée à la présente Convention;

(b) par «droits et taxes à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(c) par «admission temporaire»: l'importation temporaire en franchise de droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d' importation, à charge de réexportation;

(d) par «établissements agréés» : des établissements d'enseignement ou de formation professionnelle, publics ou privés, dont l'object est essentiellement non lucratif, qui ont été agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir le matériel pédagogique en admission temporaire;

(e) par «ratification» : la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation;

(f) par «Conseil»: l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950.

CHAPITRE II

Champ d'application

Article 2.

Chaque Partie Contractante s'engage à accorder l'admission temporaire :

(a) au matériel pédagogique destiné à être utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de l'enseignement ou de la formation professionnelle;

(b) aux pièces de rechange se rapportant au matériel pédagogique placé en admission temporaire en vertu du paragraphe (a) ci-dessus, ainsi qu'aux outils spécialement conçus pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation dudit matériel.

Article 3.

L'admission temporaire du matériel pédagogique, des pièces de rechange et des outils peut être subordonnée aux conditions suivantes :

(a) qu'ils soient importés par des établissements agréés et soient utilisés sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

(b) qu'ils soient utilisés, dans le pays d'importation, à des fins non commerciales;

(c) qu'ils soient importés en nombre raisonnable compte tenu de leur destination;

(d) qu'ils soient susceptibles d'être identifiés lors de leur réexportation;

(e) qu'ils demeurent, pendant le séjour dans le pays d'importation, la propriété d'une persone physique domiciliée à l'étranger ou d' une personne morale ayant son siège à l'étranger.

Article 4.

Chaque Partie Contractante peut suspendre, en totalité ou en partie, les engagements qu'elle a pris en vertu de la présente Convention lorsque :

(a) des marchandises de valeur pédagogique équivalente au matériel pédagogique dont l'admission temporaire est envisagée, ou

(b) des pièces de rechange pouvant être utilisées au lieu de celles dont l'admission temporaire est envisagée, sont produites et disponibles dans le pays d'importation.

CHAPITRE III

Dispositions particulières

Article 5.

Chaque Partie Contractante s'engage, dans tous les cas où elle l'estime possible, à ne pas exiger la constitution d'une garantie pour le montant des droits et taxes à l'importation et à se contenter d'un engagement écrit. Ledit engagement peut être exigé soit à l'occasion de chaque importation, soit à titre général pour une période déterminée ou, le cas échéant, pour la durée de l'agrément accordé à l'établissement.

Article 6.

1. Le matériel pédagogique placé en admission temporaire doit être réexporté dans un délai de six mois à partir de la date de son importation. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation temporaire peuvent exiger que le matériel soit réexporté dans un délai plus court jugé suffisant pour que l'objectif de l'importation temporaire soit atteint.

2. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent soit accorder un délai plus long, soit proroger le délai initial.

3. Lorsque tout ou partie du matériel pédagogique placé en admission temporaire ne peut être réexporté par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

Article 7.

La réexportation du matériel pédagogique placé en admission temporaire peut s'effectuer en une ou plusieurs fois, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d' importation.

Article 8.

Le matériel pédagogique placé en admission temporaire peut recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mis à la consommation intérieure sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités prévues par les lois et règlements du pays d'importation temporaire.

Article 9.

En cas d'accident dûment établi, nonobstant l' obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation de tout ou partie du matériel pédagogique gravement endommagé n'est pas exigée pourvu que ce matériel soit, selon la décision des autorités douanières :

(a) soumis aux droits et taxes à l'importation dus en l'espèce; ou

(b) abandonné libre de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou

(c) détruit sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

Article 10.

Les dispositions prévues à l'Article 9 ci-dessus s'appliquent également aux pièces qui ont été remplacées à la suite de la réparation du matériel pédagogique ou de modifications apportées à celui-ci durant son séjour dans le territoire d'importation temporaire.

Article 11.

Les dispositions des Articles 6 à 9 s'appliquent également aux pièces de rechange et aux outils visés à l'Article 2.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Article 12.

1. Chaque Partie Contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente Convention et publie, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet de ces formalités.

2. A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement du matériel pédagogique des pièces de rechange et des outils sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux d'utilisation de ce matériel.

Article 13.

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minimales et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 14.

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 15.

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou se rapportant à la protection des brevets et marques de fabrique.

Article 16.

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manoeuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne (physique ou morale) ou un matériel des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays où l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits et taxes à l'importation exigibles.

CHAPITRE V

Clauses finales

Article 17.

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Ognanisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention :

(a) en la signant, sans réserve de ratification;

(b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 juin 1971 au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

4. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

Article 18.

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 17 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 19.

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général la reçoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent Article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 21 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 20.

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 21.

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 18 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

Article 22.

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions.

4. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote. Ne sont considérées comme prenant part au vote que les Parties Contractantes ayant émis un vote positif ou négatif.

5. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 23.

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de negociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les Parties en cause, devant les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'Article 22 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Articles 24.

1. Des amendements à la présente Convention peuvent être proposés soit par une Partie Contractante, soit par les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'Article 22 de la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi proposé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement proposé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil :

(a) soit qu'elle a une objection à l'amendement proposé;

(b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement proposé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement proposé.

5. Si une objection à l'amendement proposé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement proposé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante :

(a) lorsque aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3(β) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes :

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement proposé, cette date étant toutefois reportée à l'expirattion du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires toute objection à l'amendement proposé formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement proposé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 25.

L'Annexe à la présente Convention est considérée comme faisant partie intégrante de celle-ci.

Article 26.

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires, au Secrétaire Général des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO):

(a) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'Article 17 de la présente Convention;

(b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 18;

(c) les notifications reçues conformément à l'Article 19;

(d) les dénonciations reçues conformément à l'Article 21;

(e) les amendements réputès acceptés conformément à l'Article 24 ainsi que la date de leur entrée en vigueur.

Article 27.

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 8 juin mil neuf cent soixante-dix, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 17 de la présente Convention.

ANNEXE

Liste non limitative du matériel pédagogique.

(a) Appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images, tels que :

Projecteurs de diapositives ou de films fixes;
Projecteurs de cinéma;
Rétro-projecteurs et épiscopes;
Magnétophones, magnétoscopes et kinescopes;
Circuits fermés de télévision.

(b) Supports de son et d'images, tels que :

Diapositives, films fixes et microfilms;
Films cinématographiques;
Enregistrements sonores (bandes magnétiques, disques);
Videotapes.

(c) Matériel spécialisé, tel que :

Matériel bibliographique et audio-visuel pour bibliothèques;
Bibliothèques roulantes;
Laboratoire de langues;
Matériel d'interprétation simultanée;
Machines d'enseignement programmé mécaniques ou électroniques;
Objets spécialement conçus pour l'enseignement ou la formation professionnelle des personnes handicapées.

(d) Autre matériel, tel que :

Tableaux muraux, maquettes, graphiques, cartes, plans, photographies et dessins;
Instruments, appareils et modèles conçus pour la démonstration;
Collections d'objets accompagnés d'information pédagogique visuelle ou sonore, préparées pour l'enseignement d'un sujet (study kits);
Instruments, appareils, outillage et machines-outils pour l'apprentissage de techniques ou de métiers.

CUSTOMS CONVENTION

on the temporary importation of pedagogic material

PREAMBLE

The CONTRACTING PARTIES to the present Convention, established under the auspices of the Customs Co-operation Council in consultation with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO);

Considering the important contribution made by the international circulation of pedagogic material to the development of education and vocational training, which are essential foundations for economic and social progress;

Convinced that the adoption of general facilities for the temporary duty-and tax-free importation of pedagogic material can make an effective contribution to that end,

Have agreed as follows :

CHAPTER I.

Definitions

Article 1.

For the purposes of this Convention :

(a) the term «pedagogic material» means any material used for purposes of education or vocational training, and especially the models, instruments, apparatus, machines and accessories therefor shown in the non-limitative list in the Annex to this Convention;

(b) the term «import duties and taxes» means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connection with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;

(c) the term «temporary admission» means temporary importation free of import duties and taxes and free of import prohibitions and restrictions, subject to re-exportation;

(d) the term «approved institutions» means public or private educational or vocational training institutions whose aims are essentially non-profit making and which have been approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of receiving pedagogic material on temporary admission;

(e) the term «ratification» means ratification, acceptance or approval;

(f) the term «the Council» means the Organization set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December, 1950.

CHAPTER II.

Scope

Article 2.

Each Contracting Party undertakes to grant temporary admission to :

(a) pedagogic material which is to be used within its territory solely for purposes of education or vocational training;

(b) spare parts for pedagogic material which has been granted temporary admission under paragraph (a) of this Article, and tools specially designed for the maintenance, checking, gauging or repair of such material.

Article 3.

Temporary admission of the pedagogic material, spare parts and tools may be made subject to the following conditions :

(a) that they are imported by approved institutions and used under their control and responsibility;

(b) that they are used for non-commercial purposes within the country of importation;

(c) that they are imported in reasonable quantities having regard to the purpose of the importation;

(d) that they are capable of identification on re-exportation;

(e) that while they are in the country of importation they remain in the ownership of a natural person resident abroad or a legal person established abroad.

Article 4.

Each Contracting Party may suspend, in whole or in part, the undertakings given under this Convention where

(a) goods of equivalent pedagogic value to the pedagogic material whose temporary admission is sought, or

(b) spare parts which can be used in place of those whose temporary admission is sought,

are produced and available in the country of importation.

CHAPTER III.

Special provisions

Article 5.

Each Contracting Party undertakes wherever it deems it possible not to require security for the amount of import duties and taxes, but to be satisfied with a written undertaking. Such undertaking may be required for each importation or on a general basis for a specified period, or, where applicable, for the period of approval of the institution.

Article 6.

1. Pedagogic material granted temporary admission shall be re-exported within six months from the date of importation. However, the Customs authorities of the country of temporary importation may require re-exportation within a shorter period considered sufficient to achieve the object of temporary importation.

2. For valid reasons, the Customs authorities may either grant a longer period or extend the initial period.

3. When all or part of the pedagogic material granted temporary admission cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation shall be suspended for the duration of the seizure.

Article 7.

Pedagogic material granted temporary admission may be re-exported in one or several consignments through any Customs office open for such operations, and not necessarily through the Customs office of importation.

Article 8.

Pedagogic material granted temporary admission may be disposed of otherwise than by re-exportation, and in particular may be taken into home use, subject to compliance with the conditions and formalities laid down by the laws and regulations of the country of temporary importation.

Article 9.

Notwithstanding the requirement of re-exportation laid down by this Convention, the re-exportation of all or part of pedagogic material badly damaged in duly authenticated accidents shall not be required, provided that it is :

(a) subjected to the import duties and taxes to which it is liable; or

(b) abandoned free of all expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported; or

(c) destroyed, under official supervision, without expense to the Exchequer of the country into which it was temporarily imported;

as the Customs authorities may require.

Article 10.

The provisions laid down in Article 9 above shall also apply to parts which have been replaced as a result of repairs or alterations undergone by the pedagogic material while in the country of temporary importation.

Article 11.

The provisions of Articles 6, 7, 8 and 9 shall also apply to the spare parts and tools referred to in Article 2.

CHAPTER IV.

Miscellaneous provisions

Article 12.

1. Each Contracting Party shall reduce to a minimum the Customs formalities required in connection with the facilities provided for in this Convention. All regulations concerning such formalities shall be promptly published.

2. Customs examination and clearance on the importation and re-exportation of pedagogic material, spare parts and tools, shall, whenever possible and appropriate, be effected at the place of use of the material.

Article 13.

The provisions of this Convention set out the minimum facilities to be accorded. They do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or by virtue of bilateral or multilateral agreements.

Article 14.

For the purpose of this Convention, the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

Article 15.

The provisions of this Convention shall not preclude the application of prohibitions or restrictions imposed under national laws and regulations on grounds of public morality or order, public security, public hygiene or health, or relating to the protection of patents and trade marks.

Article 16.

Any breach of the provisions of this Convention, any substitution, false declaration or act having the effect of causing a person (natural or legal) or material improperly to benefit from the facilities provided for in this Convention, may render the offender liable in the country where the offence was committed to the penalties prescribed by the laws and regulations of that country and to payment of any import duties and taxes chargeable.

CHAPTER V

Final clauses

Article 17.

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to this Convention:

(a) by signing it without reservation of ratification;

(b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or

(c) by acceding to it.

2. This Convention shall be open until 30th June 1971, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. Any State, not being a Member of the Organizations referred to in paragraph 1 of this Article, to which

an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to this Convention by acceding thereto after its entry into force.

4. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

Article 18.

1. This Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 17 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. For any State signing without reservation of ratification, ratifying or acceding to this Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, this Convention shall enter into force three months after the said State has signed without reservation of ratification or deposited its instrument of ratification or accession.

Article 19.

1. Any State may, at the time of signing this Convention without reservation of ratification, or of depositing its instrument of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that this Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible or for which it assumes international responsibility. Such notification shall take effect three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council provided, however, that the Convention shall not apply to the territories named in the notification before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a notification under paragraph 1 of this Article extending this Convention to any territory for whose international relations it is responsible or for which it assumes international responsibility may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 21 of this Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

Article 20.

No reservation to this Convention shall be permitted.

Article 21.

1. This Convention is of unlimited duration. However, any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 18 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

Article 22.

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of this Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of this Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings.

4. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two-thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting. Only Contracting Parties casting an affirmative or negative vote shall be deemed to be voting.

5. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

Article 23.

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 22 of this Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

Article 24.

1. Amendments to this Convention may be proposed either by a Contracting Party or by the Contracting Parties meeting in accordance with Article 22 of this Convention.

2. The text of any amendment so proposed shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory States, to the Secretary General of the United Nations and to the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).

3. Within a period of six months from the date on which the proposed amendment is so communicated, any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council:

(a) that it has an objection to the proposed amendment, or

(b) that, although it intends to accept the proposed amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the proposed amendment, submit an objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the proposed amendment is stated in accordance with the terms of paragraph 3 or 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the proposed amendment in accordance with paragraph 3 or 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below:

(a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;

(b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates:

(i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of the Council of their acceptance

of the proposed amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;

(ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties and other signatory States of any objection to the proposed amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties and other signatory States whether the Contracting Party or Parties which have sent such a communication raise an objection to the proposed amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to this Convention shall be deemed to have accepted any amendments or modifications thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

Article 25.

The Annex to this Convention shall be construed to be an integral part of the Convention.

Article 26.

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory States, the Secretary General of the United Nations and the Director General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), of:

(a) signatures, ratifications and accessions under Article 17 of this Convention;

(b) the date of entry into force of this Convention in accordance with Article 18;

(c) notifications received in accordance with Article 19;

(d) denunciations under Article 21;

(e) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 24 and the date of its entry into force.

Article 27.

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, this Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

In witness whereof the undersigned being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Brussels this eighth day of June, nineteen hundred and seventy, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in paragraph 1 of Article 17 of this Convention.

ANNEX

Non-limitative list of pedagogic material

(a) Sound or image recorders or reproducers, such as :

Slide and filmstrip projectors ;

Cinematographic projectors ;

Back-projectors and episcopes ;

Magnetophones, magnetoscopes and video equipment ;

Closed circuit television equipment.

(b) Sound and image media, such as :

Slides, filmstrips and microfilms ;

Cinematographic films ;

Sound recordings (magnetic tapes, discs) ;

Videotapes.

(c) Specialised material, such as :

Bibliographic equipment and audio - visual material for libraries ;

Mobile libraries ;

Language laboratories ;

Simultaneous interpretation equipment ;

Programmed teaching machines, mechanical or electronic ;

Material specially designed for the education or vocational training of handicapped persons.

(d) Other material, such as :

Wall charts, models, graphs, maps, plans, photographs and drawings ;

Instruments, apparatus and models designed for demonstrational purposes ;

Collections of items with visual or audio pedagogic information, prepared for the teaching of a subject (study kits) ;

Instruments, apparatus, tools and machine-tools for learning a trade or craft.

Βεβαιοῦται ἡ ἀκρίβεια τοῦ γαλλικοῦ καὶ ἀγγλικοῦ κειμένου, ληφθέντος ἐκ τοῦ παρὰ τῇ Συμβατικῇ Διευθύνσει τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν τηρουμένου ἀντιτύπου, δέοντως κεκυρωμένου ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας.

Ὁ Τμηματάρχης
τοῦ Α' Τμήματος τῆς Συμβατικῆς Διευθύνσεως

ΤΕΛΩΝΕΙΑΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ.

Περὶ τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἐκπονηθεῖσαν ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Συμβουλίου Τελωνειακῆς Συνεργασίας, τῇ συνδρομῇ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

Ἐκτιμῶντα τὴν σπουδαιότητα, τὴν ὁποίαν παρουσιάζει ἡ διεθνὴς κυκλοφορία τοῦ παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ἐκπαιδεύσεως καὶ τῆς ἐπαγγελματικῆς μορφώσεως, αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν οὐσιώδεις βάσεις τῆς οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου.

Πεπεισμένα, ὅτι ἡ υἱοθέτησις γενικῶν διευκολύνσεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἄνευ δασμῶν καὶ φόρων προσωρινὴν εἰσαγωγὴν παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ, δύναται νὰ συμβάλῃ ἀποτελεσματικῶς εἰς τὴν ἐπίτευξιν ταύτης.

Συνεφώνησαν τὰ ἑπόμενα :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 1.

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, νοοῦνται :

(α) ὡς «παιδαγωγικὸν ὑλικόν» : πᾶν ὑλικὸν χρησιμο-

ποιούμενον διὰ σκοποὺς ἐκπαιδεύσεως ἢ ἐπαγγελματικῆς μορφώσεως καὶ κυρίως τὰ πρότυπα, τὰ ὄργανα, αἱ συσκευαί, αἱ μηχαναὶ καὶ τὰ ἐξαρτήματα αὐτῶν, μὴ περιοριστικὸς πίναξ τῶν ὁποίων προσαρτᾶται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν·

(β) ὡς «εἰσαγωγικοὶ δασμοὶ καὶ φόροι» : οἱ τελωνειακοὶ δασμοὶ καὶ πάντα τὰ λοιπὰ δικαιώματα, φόροι καὶ τέλη ἢ ἕτεραι φορολογικαὶ ἐπιβαρύνσεις, αἵτινες εἰσπράττονται κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς εἰσαγωγῆς τῶν ἐμπορευμάτων, ἐξαιρέσει τῶν τελῶν καὶ φορολογικῶν ἐπιβαρύνσεων, τὸ ὕψος τῶν ὁποίων περιορίζεται εἰς τὸ κατὰ προσέγγισιν κόστος τῶν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν·

(γ) ὡς «προσωρινὴ εἰσδοχή» : ἡ προσωρινὴ εἰσαγωγὴ ἄνευ εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ φόρων καὶ ἄνευ ἀπαγορεύσεων ἢ περιορισμῶν εἰσαγωγῆς ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐπανεξαγωγῆς·

(δ) ὡς «ἀνεγνωρισμένα ἱδρύματα» : ἱδρύματα ἐκπαιδευτικὰ ἢ ἐπαγγελματικῆς μορφώσεως, δημόσια ἢ ἰδιωτικά, τῶν ὁποίων τὸ ἀντικείμενον δράσεως εἶναι, κατὰ κύριον λόγον, μὴ κερδοσκοπικὸν καὶ εἰς τὰ ὁποῖα ἀνεγνωρίσθη τὸ δικαίωμα ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, ὅπως παραλαμβάνουν παιδαγωγικὸν ὑλικὸν ὑπὸ καθεστὼς προσωρινῆς εἰσδοχῆς·

(ε) ὡς «ἐπικύρωσις» : ἡ κυρίως ἐπικύρωσις, ἡ ἀποδοχή, ἢ ἡ ἔγκρισις·

(στ) ὡς «Συμβούλιον» : ἡ ὀργάνωσις ἡ συσταθεῖσα ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς συνιστώσης τὸ Συμβούλιον Τελωνειακῆς Συνεργασίας, συναφθείσης εἰς Βρυξέλλας τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1950.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Πεδίον ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 2.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν, ὅπως παρέχῃ τὴν προσωρινὴν εἰσδοχὴν εἰς :

(α) Τὸ παιδαγωγικὸν ὑλικὸν τὸ προοριζόμενον νὰ χρησιμοποιηθῇ ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του, ἀποκλειστικῶς διὰ σκοποὺς ἐκπαιδεύσεως ἢ ἐπαγγελματικῆς μορφώσεως.

(β) Τὰ ἀνταλλακτικὰ διὰ τὸ τελοῦν εἰς προσωρινὴν εἰσδοχὴν παιδαγωγικὸν ὑλικὸν δυνάμει τῆς παραγράφου (α) ἀνωτέρω, ὡς καὶ τὰ ἐργαλεῖα τὰ εἰδικῶς σχεδιασθέντα διὰ τὴν συντήρησιν, τὸν ἔλεγχον, τὴν μέτρησιν, ἢ τὴν ἐπισκευὴν τοῦ ρηθέντος ὑλικοῦ.

Ἄρθρον 3.

Ἡ προσωρινὴ εἰσδοχὴ τοῦ παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ, τῶν ἀνταλλακτικῶν καὶ τῶν ἐργαλείων δύναται νὰ ἐξαρτηθῇ ἐκ τῶν ἀκολούθων ὅρων :

(α) Νὰ εἰσάγωνται ὑπὸ ἀνεγνωρισμένων ἱδρυμάτων καὶ χρησιμοποιῶνται ὑπὸ τὸν ἔλεγχον καὶ τὴν εὐθύνην τούτων.

(β) Νὰ χρησιμοποιῶνται ἐντὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς διὰ μὴ ἐμπορικοὺς σκοπούς.

(γ) Νὰ εἰσάγωνται εἰς εὐλόγους ποσότητας, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ προορισμοῦ των.

(δ) Νὰ παρέχουν τὴν δυνατότητα ἐξακριβώσεως τῆς ταυτότητός των κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγὴν των.

(ε) Νὰ παραμένουν, καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται ἐντὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς, εἰς τὴν κυριότητα φυσικοῦ τινος προσώπου κατοίκου ἐξωτερικοῦ ἢ νομικοῦ τινός προσώπου ἔχοντος τὴν ἕδραν του εἰς τὸ ἐξωτερικόν.

Ἄρθρον 4.

Ἕκαστον Συμβαλλομένον Μέρος δύναται νὰ ἀναστέλλῃ, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, τὰς ἀναληφθείσας ὑπ' αὐτοῦ ὑποχρεώσεις δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁσάκις:

(α) Εἴδη ἀντιστοίχου παιδαγωγικῆς ἀξίας πρὸς τὸ παιδαγωγικὸν ὑλικόν, οὗτινος αἰτεῖται ἡ προσωρινὴ εἰσδοχὴ ἢ

(β) ἀνταλλακτικά, δυνάμενα νὰ χρησιμοποιηθοῦν ἀντὶ ἐκείνων, τῶν ὁποίων ἀντιμετωπίζεται ἡ προσωρινὴ εἰσδοχή, παράγονται καὶ διατίθενται ἐντὸς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Εἰδικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 5.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν, εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις εἰς ἃς κρίνει τοῦτο δυνατόν, ὅπως μὴ ἀπαιτῇ τὴν σύστασιν ἐγγυήσεως πρὸς ἐξασφάλισιν τῶν εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ φόρων, ἀλλ' ἀρκῆται εἰς ὑπεύθυνον τινὰ δήλωσιν. Ἡ ἀνωτέρω ὑπεύθυνος δήλωσις δύναται νὰ ἀπαιτῆται εἴτε δι' ἑκάστην εἰσαγωγήν, ἢ ἐπὶ γενικωτέρας βάσεως δι' ὡρισμένην χρονικὴν περίοδον. ἢ, περιπτώσεως συντρεχούσης, διὰ τὸ χρονικὸν διάστημα διαρκείας τῆς παρασχεθείσης εἰς τὸ ἵδρυμα ἐγκρίσεως.

Ἄρθρον 6.

1. Τὸ εἰς προσωρινὴν εἰσδοχὴν παραδοθὲν παιδαγωγικὸν ὑλικόν, δέον ὅπως ἐπανεξάγηται ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς εἰσαγωγῆς του. Αἱ τελωνειακαὶ ἀρχαὶ τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς δύνανται, ἐν τούτοις, νὰ ἀπαιτήσουν, ὅπως τὸ ὑλικὸν ἐπανεξαχθῇ ἐντὸς βραχυτέρας προθεσμίας, κρινομένης ἐπαρκοῦς διὰ τὴν ἐπίτευξιν τοῦ ἀντικειμενικοῦ σκοποῦ τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

2. Δι' εὔλογον αἰτίαν αἱ τελωνειακαὶ ἀρχαὶ δύνανται, εἴτε νὰ παρέχουν μεγαλυτέραν προθεσμίαν, εἴτε νὰ παρατείνουν τὴν ἀρχικὴν τοιαύτην.

3. Ὁσάκις τὸ ὅλον ἢ μέρος τοῦ παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ, τοῦ τελοῦντος ὑπὸ προσωρινὴν εἰσδοχήν, δὲν δύναται νὰ ἐπανεξαχθῇ συνεπείᾳ κατασχέσεως καὶ ἐφ' ὅσον ἡ κατάσχεσις αὕτη δὲν διενηργήθη τῇ αἰτήσει ἰδιωτῶν, ἡ ὑποχρέωσις τῆς ἐπανεξαγωγῆς ἀναστέλλεται κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς κατασχέσεως.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ἐπανεξαγωγὴ τοῦ ὑπὸ προσωρινὴν εἰσδοχὴν τελοῦντος παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ δύναται νὰ ἐνεργηθῇ ἐφ' ἅπαξ ἢ τμηματικῶς, μέσῳ οἱουδήποτε Τελωνείου ἐνεργοῦντος τοιαύτας πράξεις ἔστω καὶ διαφόρου τοῦ Τελωνείου Εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 8.

Τὸ ὑπὸ προσωρινὴν εἰσδοχὴν τελοῦν παιδαγωγικὸν ὑλικόν, δύναται νὰ λάβῃ προορισμὸν ἕτερον ἐκείνου τῆς ἐπανεξαγωγῆς καὶ κυρίως δύναται νὰ διατεθῇ εἰς τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν, ἐπιφυλασσομένης τῆς τηρήσεως τῶν ὅρων καὶ διατυπώσεων, τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 9.

Παρὰ τὴν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένην ὑποχρέωσιν ἐπανεξαγωγῆς, εἰς περίπτωσιν ἀτυχήματος δεόντως βεβαιωθέντος, δὲν ἀπαιτεῖται ἡ ἐπανεξαγωγὴ τοῦ ὅλου ἢ μέρους τοῦ ὑποστάντος σοβαρὰν ζημίαν παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὸ ὑλικὸν τοῦτο, κατὰ τὴν ἀπόφασιν τῶν τελωνειακῶν ἀρχῶν :

α) ὑποβληθῇ εἰς τοὺς ὀφειλομένους, κατὰ περίπτωσιν, εἰσαγωγικοὺς δασμοὺς καὶ φόρους ἢ

β) ἐγκαταλειφθῇ ἐλεύθερον πάσης δαπάνης εἰς τὸ Δημόσιον τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἢ

γ) καταστραφῇ ὑπὸ ἐπίσημον ἐπίβλεψιν ἄνευ οἱασδήποτε δαπάνης διὰ τὸ Δημόσιον τῆς χώρας προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 10.

Αἱ ἐν τῷ ἀνωτέρω ἄρθρῳ 9 προβλεπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται ἐπίσης καὶ ἐπὶ τῶν ἀντικατασταθέντων, συνεπείᾳ ἐπισκευῶν ἢ μετατροπῶν, μερῶν τοῦ παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ, γενομένων καθ' ὃν χρόνον τοῦτο εὑρίσκετο εἰς τὴν χώραν προσωρινῆς εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρον 11.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 6 ἕως 9 ἐφαρμόζονται ἐπίσης ἐπὶ τῶν ἀνταλλακτικῶν καὶ ἐργαλείων τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 2.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Διάφοροι διατάξεις.

Ἄρθρον 12.

1. Ἕκαστον Συμβαλλομένων Μέρος περιορίζει εἰς τὸ ἐλάχιστον ὅριον τὰς τελωνειακὰς διατυπώσεις ἐν σχέσει πρὸς τὰς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένας διευκολύνσεις καὶ δημοσιεύει ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρόνου τοὺς ἐκδιδομένους ὑπ' αὐτοῦ κανονισμοὺς ἐπὶ τῶν διατυπώσεων τούτων.

2. Κατὰ τὴν εἴσοδον ὡς καὶ κατὰ τὴν ἔξοδον ἡ ἐπαλήθευσις καὶ ὁ τελωνισμὸς τοῦ παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ, τῶν ἀνταλλακτικῶν καὶ τῶν ἐργαλείων ἐνεργοῦνται, εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις εἰς ἃς τοῦτο εἶναι δυνατὸν καὶ σκόπιμον, εἰς τοὺς τόπους χρησιμοποιήσεως τοῦ ὑλικοῦ τούτου.

Ἄρθρον 13.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καθιεροῦν ἕν ἐλάχιστον ὅριον διευκολύνσεων καὶ δὲν συνιστοῦν ἐμπόδιον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν μεγαλυτέρων τοιούτων, τὰς ὁποίας ὡρισμένα ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν παρέχουν ἤδη ἢ ἤθελον τυχὸν παράσχει εἴτε διὰ μονομερῶν διατάξεων εἴτε δυνάμει διμερῶν ἢ πολυμερῶν συμφωνιῶν.

Ἄρθρον 14.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, τὰ ὁποῖα συνιστοῦν τελωνειακὴν ἢ οἰκονομικὴν ἕνωσιν, δύνανται νὰ θεωρῶνται ὡς ἀποτελοῦντα ἕν μόνον ἔδαφος.

Ἄρθρον 15.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν συνιστοῦν ἐμπόδιον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν ἀπαγορεύσεων καὶ περιορισμῶν ἀπορρεόντων ἐξ ἐθνικῶν νόμων καὶ κανονισμῶν καὶ θεμελιουμένων εἰς λόγους χρηστῶν ἠθῶν ἢ δημοσίας τάξεως, δημοσίας ἀσφαλείας, δημοσίας ὑγείας, ἢ ὑγιεινῆς, ἢ ἀναφερομένους εἰς τὴν προστασίαν τῶν διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας καὶ τῶν ἐμπορικῶν σημάτων.

Ἄρθρον 16.

Πᾶσα παράβασις τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, πᾶσα ὑποκατάστασις, ψευδὴς δήλωσις ἢ ἐνέργεια, ἥτις ἔχει ὡς συνέπειαν πρόσωπόν τι (φυσικὸν ἢ νομικὸν) ἢ ὑλικόν τι νὰ τύχῃ, ὡς μὴ ἔδει, τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων διευκολύνσεων, ἐκθέτει τὸν παραβάτην, ἐν τῇ χώρᾳ ἐν ᾗ διεπράχθη ἡ παράβασις, εἰς τὰς ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῆς χώρας ταύτης προβλεπομένας κυρώσεις καί, περιπτώσεως συντρεχούσης, εἰς τὴν καταβολὴν τῶν ἀπαιτητῶν εἰσαγωγικῶν δασμῶν καὶ φόρων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τελικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 17.

1. Πᾶν Κράτος – μέλος τοῦ Συμβουλίου καὶ πᾶν Κράτος – μέλος τοῦ Ὀργανισμοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικῶν αὐτοῦ Ὀργανώσεων δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν:

(α) διὰ τῆς ὑπογραφῆς ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως,

(β) διὰ τῆς καταθέσεως κυρωτικοῦ ὀργάνου, μετὰ τήν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως, ὑπογραφὴν αὐτῆς, ἢ

(γ) διὰ προσχωρήσεως εἰς ταύτην.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων Κρατῶν, εἰς τὴν ἐν Βρυξέλλαις ἕδραν τοῦ Συμβουλίου, μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1971. Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, αὕτη θὰ εἶναι ἀνοικτὴ διὰ τὴν προσχώρησιν αὐτῶν.

3. Πᾶν Κράτος μὴ μέλος τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων ὀργανώσεων, προσκαλούμενον πρὸς τοῦτο ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῇ αἰτήσει τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δύναται νὰ καταστῇ Συμβαλλόμενον Μέρος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ προσχωρήσεως, μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος ταύτης.

4. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως κατατίθενται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 18.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 17 τῆς παρούσης Συμβάσεως Κρατῶν ὑπογραφὴν ταύτης ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

2. Ἔναντι παντὸς Κράτους, ὅπερ ὑπογράφει τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, ὅπερ ἐπικυροῖ ταύτην ἢ προσχωρεῖ εἰς αὐτὴν μετὰ τὴν ὑπὸ πέντε Κρατῶν, εἴτε ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, εἴτε κατάθεσιν τῶν ὀργάνων αὐτῶν ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἄρχεται ἰσχύουσα τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ὑπὸ τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους ὑπογραφὴν ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως ἢ κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 19.

1. Πᾶν Κράτος δύναται, εἴτε κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἄνευ ἐπιφυλάξεως ἐπικυρώσεως, τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς προσχωρήσεως, εἴτε μεταγενεστέρως, νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐπεκτείνεται ἐπὶ τοῦ συνόλου ἢ ἐπὶ ὡρισμένων ἐκ τῶν ἐδαφῶν, αἱ διεθνεῖς σχέσεις τῶν ὁποίων ἐτέθησαν ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ ἢ τῶν ὁποίων τοῦτο ἔχει ἀναλάβει τὴν εὐθύνην διεθνῶς. Ἡ γνωστοποίησις αὕτη καθίσταται ἐνεργὸς μετὰ τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήψεώς της ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως. Ἡ Σύμβασις, ἐν τούτοις, δὲν δύναται νὰ καταστῇ ἐφαρμόσιμος εἰς τὰ κατανομαζόμενα εἰς τὴν γνωστοποίησιν ἐδάφη, πρὶν αὕτη τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος.

2. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐγνωστοποίησεν, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐπεκτείνεται καὶ ἐπὶ ἑνὸς ἐδάφους αἱ διεθνεῖς σχέσεις τοῦ ὁποίου ἐτέθησαν ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ ἢ τοῦ ὁποίου τοῦτο ἔχει ἀναλάβει τὴν εὐθύνην διεθνῶς, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 21 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅτι τὸ ἔδαφος τοῦτο θὰ παύσῃ νὰ ἐφαρμόζῃ τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 20.

Οὐδεμία ἐπιφύλαξις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐπιτρέπεται.

Ἄρθρον 21.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνομολογεῖται δι' ἀπεριόριστον διάρκειαν ἰσχύος. Ἐν τούτοις, πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ ταύτην ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς, ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 18 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἡ καταγγελία γνωστοποιεῖται δι' ὀργάνου, κατατιθεμένου εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου.

3. Ἡ καταγγελία καθίσταται ἐνεργὸς ἓξ μῆνας μετὰ τὴν λῆψιν τοῦ ὀργάνου τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 22.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη συνέρχονται, ὁσάκις παρίσταται ἀνάγκη, ἵνα ἐξετάσουν τοὺς ὅρους ὑφ' οὓς ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις, προκειμένου, κυρίως, νὰ ἀναζητήσουν τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς διασφάλισιν τῆς ὁμοιομόρφου ἑρμηνείας καὶ ἐφαρμογῆς ταύτης.

2. Αἱ σύνοδοι αὗται συγκαλοῦνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου, ἐπὶ τῇ αἰτήσει ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους καί, πλὴν ἀντιθέτου ἀποφάσεως τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, λαμβάνουν χώραν εἰς τὴν ἕδραν τοῦ Συμβουλίου.

3. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καταρτίζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τῶν συνόδων αὐτῶν.

4. Αἱ ἀποφάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν παρισταμένων καὶ μετεχόντων εἰς τὴν ψηφοφορίαν. Δὲν θεωροῦνται ὡς μετέχοντα εἰς τὴν ψηφοφορίαν εἰμὴ μόνον τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα ἔδωσαν θετικὴν ἢ ἀρνητικὴν ψῆφον.

5. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν δύνανται νὰ λαμβάνουν ἐγκύρως ἀπόφασιν ἐπὶ θέματός τινος, εἰμὴ μόνον ἐφ' ὅσον παρίσταται πλέον τοῦ ἡμίσεος τοῦ ἀριθμοῦ αὐτῶν.

Ἄρθρον 23.

1. Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καθ' ὁ,τι ἀφορᾷ εἰς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, διακανονίζεται ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ δι' ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων μεταξὺ τῶν ἐν λόγῳ μερῶν.

2. Πᾶσα διαφορά, ἡ ὁποία δὲν διακανονίζεται διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, φέρεται ὑπὸ τῶν περὶ ὧν πρόκειται μερῶν ἐνώπιον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, συνερχομένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἅτινα ἐξετάζουν τὴν διαφορὰν καὶ προβαίνουν εἰς συστάσεις πρὸς διακανονισμὸν ταύτης.

3. Τὰ ἐν διαφωνίᾳ Μέρη δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐκ τῶν προτέρων, ὅπως ἀποδεχθοῦν τὰς συστάσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 24.

1. Τροποποιήσεις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν δύνανται νὰ προταθοῦν εἴτε ὑφ' ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους εἴτε ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συνερχομένων συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Τὸ κείμενον πάσης τροποποιήσεως, οὕτω προτεινομένης, ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, εἰς ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα λοιπὰ Κράτη, εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO).

3. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κοινοποιήσεως τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, νὰ γνωρίσῃ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου,

(α) εἴτε ὅτι ἔχει ἀντίρρησίν τινα ὡς πρὸς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν,

(β) εἴτε ὅτι, καίτοι τοῦτο προτίθεται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν προτεινομένην τροποποίησιν, ἐν τούτοις, δὲν ἔχουν πληρωθῇ εἰσέτι εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ αἱ ἀναγκαῖαι διὰ τὴν ἀποδοχὴν ταύτην προϋποθέσεις.

4. Ἐφ' ὅσον χρόνον ἓν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἀπηύθυνε τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν παράγραφον 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν, δὲν ἔχει γνωστοποιήσει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ἀποδοχὴν αὐτοῦ, δύναται ἐντὸς προθεσμίας ἐννέα μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἑξαμήνου προθεσμίας νὰ ὑποβάλῃ ἀντίρρησιν εἰς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν.

5. Ἐφ' ὅσον ἤθελε διατυπωθῇ ἀντίρρησίς τις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ τροποποίησις θεωρεῖται ὡς μὴ γενομένη ἀποδεκτὴ καὶ παραμένει ἄνευ ἀποτελέσματος.

6. Ἐὰν οὐδεμία ἀντίρρησις κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως διετυπώθη, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ τροποποίησις λογίζεται ὡς γενομένη ἀποδεκτὴ κατὰ τὴν ὡς ἀκολούθως ἡμερομηνίαν :

(α) Ὁσάκις οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος ἀπηύθυνεν ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς εἰς τὴν παράγραφον 3 ταύτην ὁριζομένης ἑξαμήνου προθεσμίας.

(β) Ὁσάκις ἓν ἢ περισσότερα ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπηύθυνον ἀνακοίνωσιν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 3(β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, κατὰ τὴν πλησιεστέραν ἐκ τῶν δύο κατωτέρω ἡμερομηνιῶν :

(i) τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν ἅπαντα τὰ ἀποστείλαντα τοιαύτην ἀνακοίνωσιν Συμβαλλόμενα Μέρη, ἐγνωστοποίησαν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως, τῆς ἡμερομηνίας ταύτης μεταφερομένης ἐν τούτοις εἰς τὴν λῆξιν τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἑξαμήνου προθεσμίας, ἐφ' ὅσον ἅπασαι αἱ ἀποδοχαὶ ἐγνωστοποιήθησαν πρὸ τῆς λήξεως ταύτης,

(ii) τὴν ἡμερομηνίαν ἐκπνοῆς τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐννεαμήνου προθεσμίας.

7. Πᾶσα τροποποίησις λογιζομένη ὡς ἀποδεκτὴ γενομένη, τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμέραν, καθ' ἣν αὕτη ἐλογίσθη ὡς γενομένη ἀποδεκτή.

8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ λοιπὰ ὑπογράψαντα Κράτη πᾶσαν ἀντίρρησιν, διατυπωθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς καὶ πᾶσαν ἀνακοίνωσιν ἀπευθυνθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 3(β).

Οὗτος πληροφορεῖ μεταγενεστέρως ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ λοιπὰ ὑπογράψαντα τὴν Σύμβασιν Κράτη, ἐὰν τὸ ἢ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα ἀπηύθυναν μίαν τοιαύτην ἀνακοίνωσιν, ἐγείρουν ἀντίρρησιν κατὰ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως ἢ ἀποδέχωνται ταύτην.

9. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον ἐπικυροῖ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσχωρεῖ εἰς αὐτήν, λογίζεται ὡς ἔχον ἀποδεχθῇ τὰς τροποποιήσεις τὰς τεθείσας ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 25.

Τὸ παράρτημα τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωρεῖται, ὅτι ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος αὐτῆς.

Ἄρθρον 26.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου γνωστοποιεῖ πρὸς ἅπαντα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ὡς καὶ πρὸς τὰ λοιπὰ ὑπογράψαντα Κράτη, πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν (UNESCO) :

(α) τὰς ὑπογραφάς, ἐπικυρώσεις καὶ προσχωρήσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 17 τῆς παρούσης Συμβάσεως,

(β) τὴν ἡμερομηνίαν, καθ' ἣν ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 18,

(γ) τὰς γνωστοποιήσεις τὰς ληφθείσας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 19,

(δ) τὰς καταγγελίας τὰς ληφθείσας συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 21,

(ε) τὰς τροποποιήσεις, τὰς λογιζομένας ὡς γενομένας ἀποδεκτὰς συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 24, ὡς καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῶν.

Ἄρθρον 27.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει καταχωρηθῇ παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῇ αἰτήσει τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Βρυξέλλαις τὴν 8ην Ἰουνίου τοῦ ἔτους χίλια ἐννεακόσια ἑβδομήκοντα εἰς τὰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλώσσας, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων τούτων ἐχόντων τὴν αὐτὴν αὐθεντικὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μόνον πρωτότυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῇ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὅστις θέλει διαβιβάσει κεκυρωμένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα τούτου εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 17 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἐνδεικτικὸς πίναξ παιδαγωγικοῦ ὑλικοῦ.

α) Συσκευαὶ καταγραφῆς καὶ ἀναπαραγωγῆς ἤχου καὶ εἰκόνων, ὡς :

Μηχανήματα ἀκινήτου προβολῆς διαφανειῶν καὶ ταινιῶν.
Μηχανήματα προβολῆς κινηματογραφικῶν ταινιῶν.
Ἐπιδιασκόπια, ἐπισκόπια.

Μαγνητόφωνα, μαγνητοσκόπια καὶ συσκευαὶ καταγραφῆς καὶ ἀναπαραγωγῆς εἰκόνων καὶ ἤχου εἰς τὴν τηλεόρασιν διὰ μαγνητικῆς μεθόδου (VIDEO).

Συστήματα τηλεοράσεως κλειστοῦ κυκλώματος.

β) Ὑποθέματα διὰ τὴν ἀποτύπωσιν τοῦ ἤχου καὶ τῶν εἰκόνων, ὡς διαφάνειαι, ταινίαι, ταινίαι μικρῶν διαστάσεων (μικροφίλμ).

Κινηματογραφικαὶ ταινίαι.
Ὑλικὸν διὰ τὴν ἐγγραφὴν τοῦ ἤχου (μαγνητοταινίαι, δίσκοι).

Ταινίαι διὰ τὴν ἀποτύπωσιν καὶ ἀναπαραγωγὴν ἤχου καὶ εἰκόνων εἰς τὴν τηλεόρασιν (VIDEOTAPES).

γ) Εἰδικὸν ὑλικόν, ὡς :

Βιβλιογραφικαὶ συσκευαὶ (βιβλιοθηκονομικὸν ὑλικὸν) καὶ ὀπτικοακουστικὸν ὑλικὸν βιβλιοθηκῶν.

Κινηταὶ βιβλιοθῆκαι.

Ἐργαστήρια (συγκροτήματα) ἠλεκτρομηχανικὰ ἐκμαθήσεως γλωσσῶν.

Συσκευαὶ ταυτοχρόνου μεταγλωττίσεως.

Μηχαναὶ προγραμματισμένης διδασκαλίας, μηχανικῆς ἢ ἠλεκτρονικῆς λειτουργίας.

Ὑλικὸν εἰδικῶς κατασκευασθὲν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν καὶ τὴν ἐπαγγελματικὴν μόρφωσιν καθυστερημένων προσώπων.

δ) Λοιπὰ ὑλικά, ὡς :

Χάρται τοίχου, πρότυπα (MODELS), γραφικαὶ παραστάσεις ἢ διαγράμματα, γεωγραφικοὶ χάρται, σχέδια, φωτογραφίαι καὶ σχεδιαγράμματα. Ὄργανα, συσκευαὶ καὶ ὑποδείγματα κατασκευασθέντα δι' ἐπίδειξιν. Συλλογαὶ εἰδῶν μὲ ὀπτικο-ἀκουστικὸν παιδαγωγικὸν περιεχόμενον, ἕτοιμαι διὰ τὴν διδασκαλίαν εἰδικοῦ τινὸς θέματος (ὑλικὰ πρὸς συναρμολόγησιν δι' ἐκπαιδευτικοὺς σκοποὺς-STUDY KITS).

Ὄργανα, συσκευαί, ἐργαλεῖα καὶ ἐργαλειομηχαναὶ διὰ τὴν ἐκμάθησιν ἐπαγγέλματος ἢ τέχνης.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ